



Syndicat National de la DGFIP

FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Déclaration liminaire CSAL-FS du 03 avril 2023

Madame la Présidente, vous nous convoquez ce jour pour une Formation Spécialisée, ou peut-être plutôt pour un CHS-CT, puisque les CSAL (Comité Social d'Administration Local) ne sont toujours pas installés.

Au vu du contexte social actuel en France, nous aurions pu faire le choix de boycotter cette instance. Mais notre souci d'agir en tant qu'élus comme représentants du personnel de la DDFIP de l'Aveyron nous engage à être présents pour défendre leurs intérêts en matière de conditions de vie au travail. Il est des situations comme la réorganisation du SGC de Saint-Affrique ou l'état du Service Départemental des Impôts Fonciers à Millau, qui ne peuvent attendre une implication différée des représentants du personnel.

Et pourtant, nous aurions bien des raisons de ne pas être présents suite au 49.3 du gouvernement de la Première Ministre Elisabeth Borne concernant la réforme des retraites imposée au peuple français. Une réforme que la population rejette massivement. Un sondage réalisé par l'Institut Montaigne¹, qui est pourtant un think tank de droite qui défend une vision libérale de l'économie, indique que 93 % des actifs rejettent cette réforme et 50 % estiment qu'un départ à la retraite à 62 ans est déjà excessif.

Tout est fait ces dernières années pour dégrader les acquis sociaux de notre République. S'en prendre au régime des retraites par répartition symbolise la tendance de nos élites à pousser toujours plus vers un régime de retraite par capitalisation afin de capter l'argent des cotisants pour leurs amis du monde financier. Le peuple n'est pas dupe, les agents de la DGFIP non plus puisqu'ils ont été jusqu'à plus de 40 % à être en grève lors des journées d'action de ce début d'année 2023. Cette réforme est inégalitaire puisqu'on ne demande un effort qu'aux classes populaires et moyennes, que les femmes seront fortement pénalisées et que cette réforme est globalement injuste. Il faudrait travailler au moins jusqu'à 64 ans avec 43 années de cotisations pour trouver la dizaine de milliards d'euros qu'il manquerait d'ici quelques années. On connaît tous le coup de la boîte de Pandore... Et dans le même temps, les cadeaux faits aux très grandes entreprises ne s'arrêtent jamais avec la « baisse des impôts de production » chère au ministre de l'Economie M Lemaire. Pour preuve, la fin de la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) en 2024 est un cadeau représentant 9,7 milliards d'euros (montant de 2021). Ne parlons pas de la baisse progressive des taux de l'impôt sur les sociétés, la baisse des cotisations sociales, etc. Et tout cela sans contre-partie.

¹ <https://www.leparisien.fr/economie/retraites/reforme-des-retraites-seuls-7-des-actifs-favorables-a-une-augmentation-de-lage-legal-de-depart-12-01-2023-CVKEUM2U6VGMDKE67J35FTV2OI.php>

En parallèle à cette réforme des retraites, les Français subissent depuis plusieurs mois une inflation galopante, 14,8 % pour les produits alimentaires en un an selon l'INSEE². Cette inflation implique, avec la TVA récoltée, de nombreuses rentrées fiscales toujours payées par le plus grand nombre, les classes populaires et moyennes, à qui l'on demande toujours plus. Travailler plus longtemps, payer plus d'impôts. L'augmentation du point d'indice de 3,5 % en juillet 2020 après 10 ans de gel est très loin de compenser les pertes de salaires des fonctionnaires.

Alors voilà, après avoir subi les restructurations du NRP (Nouveau Réseau de Proximité) à compter de 2019, les agents de la DGFIP continuent de voir leurs revenus baisser et la durée d'activité professionnelle s'allonger de 2 ans. Et dans cette instance, nous sommes réunis pour parler de conditions de travail. Ce n'est pas très crédible. N'importe quel médecin de Prévention le confirmera, allonger la durée de travail quand les agents sont de manière générale en moins bonne santé, est une dégradation des conditions de travail. Ces derniers notaient d'ailleurs après le passage du NRP et du contexte Covid, une fatigue générale dans notre administration. Mais nous pouvons rassurer les agents de la DDFIP de l'Aveyron, pour palier à tout ça, la Formation Spécialisée va investir dans du matériel ergonomique...

Toujours dans ce contexte, la DDFIP de l'Aveyron n'a plus de Médecin de Prévention (le précédent était arrivé en 2015), comme 14 autres départements sur les 101 que compte la France.

Les agents de la DGFIP sont des ressources. Et comme n'importe quelle ressource, il faut la préserver, la gérer, ne pas la gâcher et la conserver précieusement. Le Ministre de la Fonction Publique M Guérini devrait d'abord y penser avant de vouloir renforcer l'attractivité de la Fonction publique.

FO-DGFIP 12 demande le retrait de la réforme des retraites pour préserver la santé et les conditions de travail des agents.



Les représentants FODGFIP-12.

2 <https://www.ouest-france.fr/economie/inflation/inflation-les-prix-des-produits-alimentaires-ont-augmente-de-14-8-pourcent-en-un-an-selon-linsee-e3743a26-c344-11ed-bfea-b6d5f064726b>